

# *La Très Honorable Michaëlle Jean (1957-)*

*Gouverneure générale du Canada (2005-2010)*

« Je peux seulement espérer avoir aidé à nourrir le dialogue entre les femmes, les hommes et les jeunes de ce pays avoir permis la tenue de réunions productives et avoir reflété la voix des Canadiens, une voix d'espoir qui invite à l'écoute et à la compréhension, toujours prête à ouvrir ses horizons. »

**L**es graves sévices infligés à un pays comme Haïti, année après année, par la nature, la guerre et la pauvreté dévastent la plupart de ses habitants, mais d'autres personnes, plus rares, stimulées par l'effort requis pour vaincre le mauvais sort, trouvent en elles la force et le courage de communiquer leur énergie à leurs congénères. Michaëlle Jean est une femme de cette trempe.

Née à Port-au-Prince (Haïti) le 6 septembre 1957, Marie Michaëlle Éden Jean émigre avec sa famille au Canada en 1968. La dictature de François Duvalier est alors à son comble. La famille s'établit à Thetford Mines (Québec).

Elle obtient un baccalauréat en langues modernes (italien, espagnol) et une maîtrise en littérature comparée de l'Université de Montréal, où elle enseigne deux ans l'italien. Elle parle couramment cinq langues : français, anglais, italien, espagnol, créole. Pendant ses études, elle travaille durant huit ans avec des refuges pour femmes battues au Québec tout en contribuant activement à l'établissement de refuges d'urgence au Québec et ailleurs au Canada. Son mari, Jean-Daniel Lafond, cinéaste français et philosophe, produit des courts-métrages. Ils ont une fille, Marie-Éden. Le couple réalise des reportages dont plusieurs sont primés ; ils y traitent de l'exil et de l'engagement.



En 1987, lors des premières élections libres et démocratiques en Haïti, M<sup>me</sup> Jean est recherchiste dans l'équipe qui tourne sur place le documentaire *Haïti, nous là ! nou la !* pour l'Office national du film du Canada. Des émeutes éclatent; des électeurs, massacrés ; attaquée à la roquette, son équipe est rapatriée d'urgence. Après la diffusion de ce reportage (1988), Radio-Canada la remarque et l'embauche. L'année suivante, *CBC Television* (branche anglophone de Radio-Canada) la recrute également, en raison de son bilinguisme. Elle entame une brillante carrière journalistique à Radio-Canada, à laquelle elle met fin en juillet 2005.

Le Premier ministre Paul Martin la recommande pour devenir le 37<sup>e</sup> gouverneur général. Certaines factions anglo-canadiennes dénigrent ce choix ; d'autres, au Québec, lui reprochent injustement des sympathies envers le mouvement séparatiste. Cependant, durant son mandat, elle se conduit avec grande dignité. Femme d'envergure, elle déclare : « Le Canada doit continuer à

accomplir de grandes choses si nous travaillons ensemble au mieux-être de la population et de l'humanité. »

Son discours d'installation (27 septembre 2005, Ottawa), résume sa philosophie : « Il est fini le temps des *deux solitudes* (...). L'étroitesse du *chacun pour soi* n'a plus sa place dans le monde actuel qui exige que nous apprenions à voir au-delà de nos blessures (...) pour le bien de l'ensemble. (...) nous devons briser le spectre de toutes les solitudes et instaurer un pacte de solidarité entre tous les citoyens (...). »

Elle cumule les visites officielles : Algérie, Mali, Ghana, Afrique du Sud, Maroc, Brésil, États-Unis, Tchéquie, Argentine... En 2007, elle annule plusieurs activités pour raisons médicales. Tous ses actes montrent son humanisme et sa sensibilité. Étudiante, elle aide les femmes victimes de violence conjugale. En 1986, dans un numéro spécial du magazine québécois *Parole de Métèque* consacré à la chute du régime Duvalier, elle trace des portraits d'Haïtiennes de toutes conditions. En visite officielle en Afghanistan, elle ose parler des Afghanes devant le président Hamid Karzaï : « Si intolérables que soient les conditions qu'on leur impose, les femmes de ce pays sont toujours du côté de la vie. (...) nous, femmes d'ailleurs, avons trop tardé à entendre nos sœurs afghanes. Mais (...) elles ne sont plus seules, pas plus que ne l'est, d'ailleurs, le peuple afghan. »

En 2008, en visite officielle en République tchèque, elle doit revenir en vitesse au Canada ax prises avec un différend parlementaire qui met en danger la stabilité du gouvernement : une coalition de trois partis d'opposition au parlement menace de retirer sa confiance envers le gouvernement dirigé par Stephen Harper. Choissant de suivre un précédent constitutionnel, elle accepte, après deux heures de délibération, le conseil de son premier ministre de proroger le parlement jusqu'à la fin janvier 2009. Elle pourrait demander à l'opposition de former le gouvernement, comme cela se fit sous le gouverneur Byng, mais, éclairée par ses conseillers, elle évite toute controverse.



Un séisme détruit Haïti le 12 janvier 2010. Michaëlle Jean réagit avec empathie et promet l'aide des Canadiens : « Le sort s'est acharné sur la population haïtienne [des cyclones avaient dévasté Haïti un an plus tôt]. Les communautés d'origine haïtienne au Canada sont (...) bouleversées. (...) Nous sommes un peuple vaillant, restez debout ! »

Après son mandat, elle est nommée envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti afin de recueillir des fonds pour y reconstruire le patrimoine et favoriser l'éducation; ses bureaux sont situés à l'Université d'Ottawa, dont elle devient chancelière.

*Jacques G. Ruelland*